

DEPARTEMENT DES DEUX SEVRES

COMMUNE DE VOULMENTIN

Place de la Mairie
79150 VOULMENTIN

CONSTRUCTION D'UNE MICRO-CRECHE

Dossier 22.17

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

- C.C.A.P. -

MAITRISE D'ŒUVRE

Architecte : Eric VEILLET Architecte d.p.l.g. 1 rue de la Planchette – 49360 YZERNAY Tél. 02.41.58.29.42 eric-veillet.architecte@laposte.net	Chargé de Projet Sarl Bruno AUGER 23 rue de la Vendée 49360 MAULEVRIER Tél : 02.41.46.12.11 contact@augerbrunosarl.com	Bureau d'études fluides ACTIS 1 place Michel ANGE 49300 CHOLET Tél. 02.41.55.12.88 s.bourget@actising.fr
---	---	---

Fait à Yzernay, Décembre 2023

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE – EMPLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes aux travaux suivants

La construction d'une micro-crèche.
Allée des écureuils
79150 VOULMENTIN

Ces stipulations concernent :

- Le marché par corps d'état séparés,
- La description des ouvrages et leurs spécifications sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et dans les documents qui lui sont annexés.

1.2 TRANCHES ET LOTS

Les prestations visées à l'article 1.1. ci-avant constituent pour tranche unique de travaux.
Liste des lots :

- 1 – TERRASSEMENT
- 2 – GROS-ŒUVRE
- 3 – OSSATURE – CHARPENTE BOIS – CHARPENTE INDUSTRIELLE
- 4 – COUVERTURE TUILE – ZINGUERIE
- 5 – ETANCHEITE
- 6 – ABATTAGE D'ARBRES – ESPACE VERTS – CLOTURE ET PORTAIL
- 7 – MENUISERIES EXTERIEURES – MENUISERIES INTERIEURES
- 8 – ISOLATION – DOUBLAGE – CLOISONS SECHES – PLAFONDS
- 9 – ISOLATION DU SOL – CHAPE LIQUIDE – FAIENCE
- 10 – REVETEMENTS MURAUX – PEINTURES – REVETEMENTS DE SOL
- 11 – ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET FAIBLES
- 12 – CHAUFFAGE – PLOMBERIE – SANITAIRE – VENTILATION

Les travaux, ouvrages et prestations rattachées au chacun des lots ci-avant sont définis par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

1.3 MAITRE DE L'OUVRAGE

Commune de VOULMENTIN
Place de la Mairie
79150 VOULMENTIN

1.4 CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

1.5 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte

Eric VEILLET

Architecte d.p.l.g.

1 rue de la Planchette

49360 YZERNAY

tél. 02.41.58.29.42

Chargé de Projet

Sarl Bruno AUGER

23 rue de la Vendée

49360 MAULEVRIER

Tel : 02.41.46.12.11

Bureau d'Etude Fluides

ACTIS

1 rue Michel ANGE

49300 CHOLET

tél. 02.41.55.12.88

Il s'agit d'une mission de base, constituée des éléments suivants :

ESQ – APS – AVP – PRO – ACT – VISA – DET – AOR .

Mission complémentaire :

EXE pour les lots 11 & 12.

1.6 CONTROLE TECHNIQUE

SOCOTEC – NIORT

1.7 COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est assurée, en phases conception et réalisation, par :

SOCOTEC – NIORT

1.8 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire d'un marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par la commune de VOULMENTIN.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant, ainsi que les conditions de paiement correspondant, est possible en cours de marché selon les modalités définies au C.C.A.G. Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (art. 49 du C.C.A.G travaux).

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues de l'entrepreneur.

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (à la fin du présent CCAP),
- Le Plan Général de Coordination (à dresser par le coordonnateur SPS) et ses modifications ultérieures éventuellement.

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le calendrier prévisionnel des travaux,
- Les Plans Architecte et du Bureau d'Etude Thermique.
- La Décomposition Globale du Prix Forfaitaire pour les lots techniques.

2.2 PIECES GENERALES

Les cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvés par le décret n°78-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) en vigueur à la date de la remise de l'acte d'engagement.

Les cahiers des Charges et Documents Techniques Unifiés (DTU) établis par le CSTB, à défaut du CCTG.

Les avis techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

Les documents COPREC N° 1 et 2 concernant les essais et vérifications de fonctionnement des installations à effectuer par les entreprises.

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradictions ou de différences, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être payé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'entrepreneur et à ses sous-traitants, cette répartition résulte de l'avenant ou acte spécial visé au 2.43 du CCAG.

3.2 CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DES REGLEMENTS DE COMPTES – TRAVAUX EN REGIE

3.2.1

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- . pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- . apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc.
- . contrôlé les indications des documents du dossier de consultation.
- . s'être entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'œuvre et auprès de tous les services compétents.

3.2.1.1

Les prix de l'entrepreneur comprennent les dépenses communes de chantier et les dépenses de coordination dans les limites et conditions ci-après :

Dans le cas d'entreprises non groupées, les dépenses autres que celles visées à l'article 10.12 du CCAD, sont inscrites à un compte prorata géré par l'entreprise chargée du **lot 02**.

Le prix de chaque entreprise comprend les sommes à payer au gestionnaire du compte prorata. L'entreprise chargée du **lot 02** établi, au cours de la période de préparation visée à l'article 8 ci-après, un tableau prévisionnel faisant apparaître la quote-part des dépenses de chaque entreprise en % du montant.
Ce tableau est remis au maître d'œuvre pour être transmis à chaque entreprise.

3.2.1.2

Dans le cas de marchés par corps d'état, que les entreprises soient groupées ou non groupées, les diverses entreprises règlent d'un commun accord les dépenses suivantes dans la mesure où elles n'ont pas été mises par le marché à la charge d'une entreprise déterminée et, s'il s'agit d'entreprises non groupées, ne figurant pas dans le compte prorata :

- . installation, entretien et réparation de matériel, dispositifs ou engins installés par une entreprise pour ses propres besoins et utilisés par une ou plusieurs entreprises.
- . utilisation par les différents corps d'état des échafaudages, dispositifs ou engins installés par l'entrepreneur chargé du lot gros-œuvre pour ses propres besoins.

En cas de désaccord des entrepreneurs intéressés, le maître d'œuvre peut jouer le rôle d'amiable compositeur.

3.2.1.3

Tous les ordres de services, décisions et notifications ne seront exécutoires qu'après visa du maître de l'ouvrage.
Il est rappelé que les ordres de services entraînant, soit une modification des travaux, soit des travaux supplémentaires et, en conséquence une modification du prix, sont donnés exclusivement par le maître de l'ouvrage.
Il en résulte que ne seront pris en compte pour les paiements que les seuls travaux supplémentaires commandés par écrit, lettres, ordres de services ou avenant revêtus de l'accord.
Les entrepreneurs ne devront tenir aucun compte des commandes orales ou faites directement par les architectes et techniciens chargés de la surveillance des travaux. A défaut, il appartiendra de se faire régler par la personne ayant commandé lesdits travaux.

3.2.2 Prestations fournies par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

3.2.3 Règlement des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

3.2.4 Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11-4 du CCAG, il est précisé que les approvisionnements figurant aux bordereaux des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions de prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

3.3 VARIATION DES PRIX

L'ensemble des travaux est prévu terminé 4 mois après la date de commencement des travaux figurant sur l'ordre de service général de commencement de travaux.
Dans le respect de ce planning, les prix du marché seront fermes, non actualisables et non révisables et s'entendent toutes taxes comprises. Ils ne pourront être modifiés que dans le cas d'exécution d'ouvrages différents de ceux prévus.

Le non-respect du calendrier prévisionnel des travaux impliquera l'actualisation et la révision des marchés.

3.3.1 Mise à jour des prix

Si la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux est postérieure de plus de quatre vingt dix jours (90) à la date limite fixée par la remise de l'acte d'engagement, il est procédé à la mise à jour du prix par application de la formule d'actualisation ci-après, qui comporte en dénominateur les index du mois de référence des prix et en numérateur les index de la date d'effet de l'ordre de service moins trois mois, le mois de la date d'effet de l'ordre de service étant compté pour zéro.

$$\text{Formule d'actualisation} = \frac{\text{index de la date de l'OS} - 3 \text{ mois}}{\text{base des prix}}$$

3.3.2 Mois d'établissement des prix

Les prix portés dans les actes d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2022 appelé «mois zéro». Ils sont fermes et actualisables, dans les conditions de l'article 3.3

3.3.2.1

Pour l'application des dispositions 3.4.1. la date d'effet de l'ordre de service de commencer les travaux doit s'entendre comme la date d'effet de l'ordre de service donné à chaque entreprise de commencer les prestations qui lui incombent.

3.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national.

3.3.4 Révision des prix

Sans objet.

3.3.5 Mise à jour et révision des frais de coordination

Sans objet.

3.3.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant des taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS TRAITANTS

3.4.1 Désignation des sous traitants en cours de marché

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiements du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils sont constatés par un avenant ou acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Si cet entrepreneur est un cotraitant autre que le mandataire, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous traitance, à savoir :
 - . les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
 - . la date ou le mois d'établissement des prix,
 - . les modalités de mise à jour et de révision des prix,
 - . les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
 - . le compte à créditer.

La sous-traitance de la totalité d'un lot est interdite.

3.4.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

Le titulaire joint, en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur de groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation.

Un avis de règlement est adressé à l'entrepreneur et au sous-traitant.

3.5 FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS ET DECOMPTES MENSUELS ET FINAL

L'entrepreneur envoie au maître d'œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, son projet de décompte.

Les projets de décompte reprendront les bordereaux quantitatifs remis lors de l'appel d'offre et feront apparaître – en pourcentage – la quantité de travaux réalisés.

3.6 DELAIS DE PAIEMENT

Le mode de paiement est le virement.

Le délai maximum de paiement est le délai légal à compter de la date d'enregistrement de la demande d'acompte par le maître d'œuvre. Celui-ci dispose de 10 jours maximum pour le transmettre au maître de l'ouvrage.

3.6.1 Suspension des délais

Conformément à l'article 13.23 du CCAG, si du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations nécessaires au règlement, le délai de règlement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

3.7 DELAI DE SIGNATURE DU DECOMPTE GENERAL

L'entrepreneur doit, dans un délai compté à partir de la notification du décompte général, renvoyer au maître d'œuvre, revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Ce délai est de quarante cinq jours dans le cas où le délai contractuel d'exécution du marché est supérieur à six mois.

3.8 – DECOMPTE ET BON D'ACOMPTE

Le Maître d'œuvre vérifie les documents remis par l'entrepreneur et, à partir de ces éléments, établit le décompte de l'ensemble des sommes dues au titre du marché.

Ce décompte comprend toutes les sommes révisables :

- les travaux et avenants (compte tenu du remboursement).
- le forfait de coordination, installation de chantier, etc.
- les pénalités définitives.

Le Maître d'œuvre applique alors la révision (ou l'actualisation). Il ajoute les postes non indexés :

- les travaux à prix fermes.
- les pénalités ou retenues provisoires.
- etc.

Sur le total obtenu, il pratique les différentes retenues prévues au marché (Cf. art 4.4 du présent CCAP).

Le Maître d'œuvre établit le bon acompte indiqué à l'article 16.4.1 de la norme.

En outre le Maître d'œuvre informera chaque sous-traitant de la somme qui est demandée à son intention dès la remise de l'état de situation.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

A compter de la date fixée par l'ordre de service de commencer les travaux, le délai global imparti pour les travaux est de :

4 mois, compris congés payés et intempéries.

Il est fixé une période de préparation de **30 jours**, qui sera consacrée à la production des plans et étude d'exécution à charge des entreprises d'une part et établissement des mises au point techniques T.C.E. d'autre part.

Elle n'est pas incluse dans le délai d'exécution.

Il est précisé par ailleurs que le démarrage des travaux est envisagé pour la semaine 18 de **2024**, pour être terminés au plus tard fin mi-novembre **2024**, non compris une semaine de levée de réserves.

Le délai imparti englobe également le repliement du matériel et le nettoyage des lieux.

Les délais contractuels d'exécution commencent à courir à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations du lot considéré.

Il est précisé que les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, les entrepreneurs sont tenus d'y assister dès lors qu'ils y ont été convoqués par le Maître d'œuvre. Les absences à ces rendez-vous font l'objet de pénalités fixées à l'article 4.3.1.4 ci-après.

4.1.1 Intempéries

Par dérogation à l'article 06.5.1.1.2 de la norme, les journées d'intempéries seront décomptées lorsque les phénomènes suivants apparaîtront :

- froid : -1°C à 8H30 ;
- pluie : 6 mm d'eau entre 8H00 et 18H00 ;
- vent, brouillard, verglas, neige, teneur en eau du sol, etc.

Le délai d'exécution sera prolongé des 7/5 des journées d'intempéries décomptées.

4.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Les phénomènes naturels ne seront en aucun cas considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à indemnisation par le maître de l'ouvrage.

4.2.1

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 7 jours, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution. Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'œuvre de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

4.2.2

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler au maître d'œuvre les journées qui n'ont pas été prévues au calendrier d'exécution et qui répondent aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

4.3 PENALITES ET PRIMES

4.3.1 Pénalités pour retard

4.3.1.1

Pour les entreprises non groupées, tout retard constaté sur un délai global ou partiel (suivant le calendrier de travaux) donne lieu à l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité fixée comme suit, par jour de retard :

Pour l'ensemble des lots : 1/1000^{ème} du montant initial du marché par jour ouvré de retard.

4.3.1.2

Outre la pénalité visée au 4.3.1.1 ci-dessus pour les entreprises non groupées ou groupées conjointes, il pourra être fait application, sans mise en demeure préalable, pour tout retard constaté sur un délai intermédiaire matérialisé au calendrier d'exécution, d'une pénalité sur le montant des travaux qui auraient dû être exécutés entre le délai intermédiaire concerné et le précédent.

La pénalité sur le montant des travaux ainsi définis par jour de retard, dimanche et jours fériés compris, est fixé aux mêmes conditions que celles de l'article 4.31.1.

4.3.1.3

Lors de l'établissement du décompte final, il ne sera maintenu pour les entreprises non groupées et les groupements d'entreprises conjointes, que la plus importante des pénalités prévues au 4.31.1 et 4.31.2.

4.3.1.4

Les absences ou les retards aux rendez-vous hebdomadaires, sans motif valable, donneront lieu à l'application des pénalités suivantes :

- 100 € pour une absence
- 50 € pour un retard d'au moins 1/2 heure et 100 € au délai de cette 1/2 heure, lequel retard équivaldra alors à une absence.

La valeur des motifs invoqués en cas d'absence ou de retard, restant à l'appréciation du Maître d'œuvre.

4.3.1.5 Sécurité et protection de la santé

En cas de non-respect des délais fixés par le coordonnateur SPS en ce qui concerne la remise de son PPSPS, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1/1000^{ème} du montant initial du marché par jour de retard, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG.

4.3.1.6 Sécurité et protection de la santé (suite)

Lorsque l'entrepreneur ne répond pas à une convocation du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, ou qu'il se fait représenter par une personne non habilitée à pendre les décisions, celui-ci s'expose à une pénalité d'un montant fixé à **300 € H.T.**, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG.

4.3.1.7

Pour les entreprises non groupées, tout retard constaté sur un délai global ou partiel (suivant le calendrier de travaux) donne lieu à l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité fixée comme suit, par jour de retard :

Pour l'ensemble des lots : 1/1000^{ème} du montant initial du marché par jour ouvré de retard.

4.3.2 Primes d'avance

Il n'est alloué aucune prime pour le cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti. La personne responsable du marché peut, toutefois, décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout, en partie, le retard pris sur un autre délai partiel.

4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Il est rappelé que le délai imparti englobe le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service resté sans effet, il peut y être procédé par le Maître de l'Ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

4.5 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents demandés, une retenue égale à **400 € H.T.** est opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAG sur les sommes dues à l'entrepreneur. L'ensemble de ces pièces devra être remise au maître d'œuvre et/ou au coordonnateur SPS dans un délai de **2 semaines** qui suit la réception de chantier.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents des documents dont la production incombe au maître d'œuvre.

Les plans et les documents à fournir par l'entrepreneur, en application de l'article 40 du CCAG sont les suivants :

- Tous les plans d'exécution établis par ses soins,
- Les notices de fonctionnement de toutes les installations à caractère mécanique, hydraulique, aéraulique ou électriques effectuées par ses soins, ainsi que les notices d'entretien et certificats de garantie.
- Il appartient au maître d'œuvre de collationner ces documents en vue de la constitution du dossier des ouvrages exécutés.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT – SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Il est appliqué sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de cinq pour cent (5 %) destinés à garantir le maître de l'ouvrage du paiement des sommes dont ce dernier peut être créancier à un titre quelconque dans le cadre du marché.

Cette retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à la première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article 102 du code des marchés publics.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

Cette garantie ou cette caution personnelle et solidaire sera libérée dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44.1. du CCAG, sauf si la personne responsable du marché a signalé à l'entrepreneur et à la caution, par lettre recommandée, que l'entrepreneur n'a pas rempli ses obligations.

5.2 AVANCES FORFAITAIRES

5.2.1 Conditions d'octroi de l'avance

Une avance pourra être versée, sur demande du titulaire, lorsque le montant des prestations dont il est chargé est au moins égal au seuil fixé par l'article 87 du code des marchés publics pour le versement de l'avance forfaitaire, à savoir 50.000,00 € H.T.

5.2.2 Montant de l'avance

Le montant de l'avance forfaitaire sera égal à 5% du montant initial du marché lorsque la durée d'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à un an.

5.2.3 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance de ceux des produits, matériaux et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Si dans le CCTP, une marque, un fournisseur ou type de matériel spécifique est désigné, l'entrepreneur pourra fournir dans son offre, une autre marque, un autre fournisseur ou un autre type de matériel de qualité équivalente.

6.2 CARACTERISTIQUES, QUALITE, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.2.1

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des produits, matériaux et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

6.2.2

Le CCTP précise quels matériaux produits et composants de construction font l'objet de vérifications et de surveillance de fabrication dans les usines, ateliers, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

6.2.3

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés sur justifications des dépenses.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.2.4

En complément de l'article 23 du CCAG il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilités décennales est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier de cet accord.

Les vérifications de qualité sont assurées par le contrôleur technique avec le concours du Maître d'œuvre.

6.4 PRISE EN CHARGE – MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le matériel et les matériaux seront stockés aux endroits indiqués par le maître d'œuvre. Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation spéciale du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 PIQUETAGE GENERAL

Le piquetage général est effectué par l'entrepreneur, à ses frais, avant le commencement des travaux et contrairement avec le maître d'œuvre dans les conditions précisées au CCTP.

Les frais résultant sont à la charge du lot 01. Ils devront faire appel à un géomètre et indiquer le nom de celui-ci au maître de l'ouvrage avant le début des travaux.

7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Si des ouvrages ou canalisations se trouvent au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, un piquetage spécial est effectué en même temps que le piquetage général, dans les conditions fixées au CCTP.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Pour dérogation de l'article 28.1 du CCAG, il est précisé qu'il y a une période de préparation d'une durée de 4 semaines qui est indépendante du délai d'exécution des travaux.

Les obligations à satisfaire par l'entrepreneur pendant la période de préparation ne faisant pas obstacle à l'exécution de certains travaux, le délai contractuel d'exécution commence à courir à la date fixée par l'ordre de service d'exécution des travaux même si cette date se situe à l'intérieur du délai de 30 jours mentionné ci-avant.

8.1.1 Bureau de chantier – Branchement de chantier

Se référer au CCTP.

8.1.2 Panneau de chantier

Se référer au CCTP.

8.1.3 Echantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir dans les deux mois à dater de l'ordre de service d'ouverture du chantier, tous les échantillons d'appareillage et de prototypes qui lui seraient demandés par le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre.

Aucune demande ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, avant acceptation écrite de l'échantillon par la maître d'œuvre.

8.1.4 Coordination entre les entreprises

Dans le cas de groupements d'entreprises, la coordination entre les entreprises sera assurée par le mandataire commun, toutes diligences nécessaires à l'organisation matérielle et collective du chantier lui incombent.

8.1.5 Occupation des terrains

L'entrepreneur peut utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Il devra en assurer l'entretien permanent et faire procéder le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée et ce, à ses frais.

8.2 PLAN D'EXECUTION – NOTES DE CLACULS – ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par les entreprises. Sauf pour les lots techniques où ils seront établis par le bureau d'études ACE.

Les spécifications techniques et plans d'exécution sont transmis par l'entreprise au maître d'œuvre et au maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet, avec les notes de calculs y afférentes et les spécifications techniques détaillées, au visa du maître d'œuvre qui les lui retourne, avec ses observations éventuelles, au plus tard 15 jours après leur réception.

8.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

8.3.1

L'entrepreneur remet au maître de l'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8.3.2

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8.4 ORGANISATION – SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

8.4.1

Chaque entrepreneur (co-traitants et sous-traitants inclus) doit établir un PPSPS avant le début du chantier (pendant la période de préparation) et le compléter éventuellement après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

8.4.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom «coordonnateur SPS ».

B) Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie de chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur SPS

Libre accès du coordonnateur SPS : le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Obligation du titulaire : le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- sa fiche de coordination,
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance, les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993.

La notice en matière de sécurité et de protection de la santé est jointe au marché. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que les modifications ultérieures.

8.4.3

Les voies et réseaux divers existants sur le terrain sont mis à la disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Le projet des installations de chantier indique parmi ces voies et réseaux ceux qui doivent être maintenues sont restitués par l'entrepreneur pour les besoins du chantier, mais leur remise en état initial n'est pas exigée à la fin des travaux.

L'entretien et la réparation doivent être effectués par des entrepreneurs qualifiés.

Les dépenses relatives à l'entretien et la remise en l'état des voiries et réseaux divers fournis par le maître de l'ouvrage sont à la charge de l'entrepreneur auquel incombent les dépenses d'établissement et d'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires par les parties communes de chantier.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du maître d'œuvre.

ARTICLE 9 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

9.1.1

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP sont assurés par le maître d'œuvre, auquel les entrepreneurs adjudicataires s'engagent à communiquer en temps utile, leurs techniques, calculs et plans.

9.2 RECEPTION

9.2.1

La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération visée à l'article 1. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

Toutefois, dans le cas de marchés par corps d'état séparés, si les travaux d'une ou plusieurs entreprises ne sont pas en état d'être reçus à la date fixée en application de l'article 41.1 du CCAG, le maître de l'ouvrage peut prononcer néanmoins la réception des travaux des autres entreprises.

9.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Le maître de l'ouvrage peut faire exécuter par les entrepreneurs de son choix des travaux en dehors des prestations prévues par l'article premier de présent CCAP.

Par conséquent, les ouvrages achevés ou non, sont mis à disposition pendant le temps nécessaire à l'exécution desdits travaux dans les conditions précisées à l'article 43 du CCAG.

9.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Les documents à fournir par l'entrepreneur après exécution, en application de l'article 40 du CCAG, sont énumérés à l'article 4.5 ci-avant.

9.5 DELAIS DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé par l'article 44.1 du CCAG.

9.6 GARANTIES PARTICULIERES

9.6.1

Les garanties afférentes à certains ouvrages ainsi que les garanties de fonctionnement de certaines installations visées par l'article 44.3 du CCAG concernant les ouvrages et installations ci-après : néant.

9.7 ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, l'entrepreneur et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une police d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- d'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 (voir loi N° 78.12 du 4 janvier 1978) - adjonction des articles 1792.1 à 6 et 2270 (réf. à l'article 3 de la loi N° 78.12)

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne peuvent avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 49 du CCAG, de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer les montant des sommes dues à l'entrepreneur.

ARTICLE 10 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge aux articles ci-après du CCAG :

- l'article 2 du CCAP déroge à l'article 3 du CCAG en ce qui concerne les pièces constitutives du marché et leur ordre de priorité ;
- les articles 4.3.1.2 et 4.3.1.3 du CCAP à l'article 49.1 du CCAG ;
- l'article 9.2.2 du CCAP déroge à l'article 41.2 du CCAG en ce qu'il renvoie au CCTP pour les épreuves préalables à la réception des travaux.

OPERATION :

**Construction d'une micro-crèche
Allée des écureuils
79150 VOULMENTIN**

**Maître de l'Ouvrage :
Mairie de VOULMENTIN
Place de la Mairie
79150 VOULMENTIN**

ENTREPRISE :

Tampon

- ACTE D'ENGAGEMENT -

Monsieur
agissant au nom et pour le compte de l'entreprise
au capital de
dont le siège est à
inscrite au Registre du Commerce, sous le numéro , agissant au nom et pour le compte
de cette entreprise, en vertu des pouvoirs à moi régulièrement conférés.
Faisant élection de domicile à :

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché relatif aux travaux de
à exécuter sur le territoire de la commune de VOULMENTIN.

Me soumetts et m'engage envers le Maître d'Ouvrage, la Commune de VOULMENTIN, à exécuter
lesdits travaux conformément aux conditions stipulées au présent acte d'engagement, dans le cadre
du délai contractuel et moyennant le prix global, forfaitaire, ferme et définitif de :

BASE

Montant H.T.	€
T.V.A. 20 %	€

TOTAL T.T.C.	€
---------------------	----------

A ce prix pourront être adjoints, si nécessaire, des marchés complémentaires de travaux, dans le
cadre de la législation en vigueur

Pour l'ensemble défini par les plans, le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues en portant
les sommes au crédit de son compte bancaire ouvert au nom de l'entreprise

Banque :	Code Banque :	
Code Guichet :	N° compte :	Clé :

J'affirme sous peine, soit de résiliation de plein droit du marché aux torts de la société pour laquelle
j'interviens, soit de passation d'un nouveau marché aux risques et périls de ladite société, que la
société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n°52401 du 14
Avril 1952 et du décret n° 54.82 du 22 janvier 1954 pris pour son application.

Fait à , le

Bon pour engagement
L'entrepreneur

Vu et accepté
Le Maître d'Ouvrage